

Adresse des 28 militants de comités NPA dans 11 départements, signataires du projet pour une
Tendance du NPA défendant la révolution, le communisme et l'auto-organisation

AUX DÉLÉGUÉS DU CONGRÈS NATIONAL DU NPA

Nous sommes 28 militants participant au processus pour un Nouveau Parti Anticapitaliste, membres de comités dans onze départements. Nous avons déposé en décembre un projet pour une Tendance du NPA défendant la révolution, le communisme et l'auto-organisation. Certains d'entre nous étaient membres jusqu'à présent du Groupe CRI, d'autres de la LCR, d'autres encore d'aucune organisation avant de rejoindre le processus NPA.

Trois camarades signataires du projet de Tendance ont été élues par leur AG respective pour le congrès national : Jeanne, militante de la LCR et du comité de Massy (91) ; Marie, militante du Groupe CRI et du comité de la Sorbonne ; Sandrine, militante non organisée avant de rejoindre le comité NPA d'Auxerre.

Comme nous l'avons fait dans nos comités et dans les AG électives, ces trois camarades déléguées vont proposer au congrès national l'adoption d'un certain nombre d'amendements aux projets de principes fondateurs et de statuts proposés par le Collectif d'Animation Nationale (CAN), ainsi que des propositions de résolutions alternatives à celles du CAN, trop ambiguës selon nous (résolution générale et résolution sur les élections européennes).

Malheureusement, malgré notre insistance, le secrétariat du CAN n'a pas voulu publier dans les Bulletins préparatoires du congrès, ni envoyé par courrier électronique aux comités, ces propositions de résolutions alternatives (il n'a publié qu'une partie de nos amendements aux principes fondateurs et aux statuts). C'est pourquoi vous les trouverez dans la présente brochure distribuée par nos camarades déléguées.

De plus, dans sa note « Proposition de travail pour la commission des candidatures du congrès », le secrétariat du CAN écrit : « *Nous voulons aussi construire une direction qui tienne compte de toutes les sensibilités politiques, de toutes les histoires qui ont permis le succès du NPA, **bien qu'aucune plate-forme alternative n'ait été présentée dans les congrès locaux de ce congrès fondateur.*** » Cela est inexact : les camarades signataires du projet de Tendance ont tous défendu une plate-forme alternative dans leur congrès local, après avoir diffusé eux-mêmes nos textes (par courriel électronique et sous forme papier). Dans tous les cas, nos amendements ont effectivement été soumis au vote par les organisateurs des congrès locaux. Quant à nos propositions de résolutions, elles ont été soumises au vote dans presque tous les cas (seule la direction de l'AG élective du 92 nord a refusé ce vote et la direction de l'AG de Rouen n'a soumis au vote que la résolution sur les européennes). Au demeurant, si l'élection des délégués avait été faite partout à la proportionnelle sur la base des plates-formes, comme cela aurait dû être la norme démocratique et comme cela a bien été le cas dans l'AG du 91 et dans celle de Paris 5^e-13^e, il y aurait eu plus de délégués au congrès national parmi les signataires de notre projet de Tendance (dans les autres AG, les organisateurs ont malheureusement refusé d'appliquer ce principe démocratique élémentaire, laissant donc la majorité choisir quelles minorités elle tolérerait).

C'est pourquoi nous vous invitons à **défendre la démocratie intégrale pour ce congrès national**, donc à

- **Soutenir la demande que nos amendements aux principes fondateurs et aux statuts, mais aussi nos résolutions alternatives, soient soumis au vote du congrès ;**

- **Soutenir l'élection par le congrès des membres du Comité Politique National (la direction nationale du parti) à la proportionnelle, sur la base des sensibilités exprimées** (que ce soit par des amendements particuliers ou par des textes alternatifs ou par les deux).

Et bien sûr, si les orientations que nous défendons vous convainquent, nous vous invitons à voter pour nos amendements, nos résolutions alternatives et nos candidats au CPN !

**CETTE BROCHURE VOUS SERA UTILE POUR LE CONGRÈS :
ELLE CONTIENT LES PROPOSITIONS DU PROJET DE TENDANCE.
Cf. le SOMMAIRE EN DERNIÈRE PAGE**

Déclaration

POUR UNE TENDANCE DANS LE NPA DÉFENDANT LA RÉVOLUTION, LE COMMUNISME ET L'AUTO-ORGANISATION

Les militants et militantes soussignés, participant au processus pour un Nouveau Parti Anticapitaliste, membres de comités NPA dans dix départements, souhaitent se constituer en Tendance dans le nouveau parti pour défendre la révolution, le communisme et l'auto-organisation sur la base de la présente Déclaration et des documents politiques qui l'accompagnent (propositions d'amendements aux projets de « principes fondateurs » et de statuts du NPA, propositions de résolution alternatives sur la situation politique et sociale et sur les élections européennes). Certains d'entre nous étaient membres jusqu'à présents du Groupe CRI, d'autres de la LCR, d'autres encore d'aucune organisation avant de rejoindre le processus NPA.

Sur la base d'un premier bilan de la dynamique NPA, des deux réunions nationales et des textes proposés par le Comité d'Animation National provisoire, nous sommes déterminés à participer à la construction du nouveau parti avec les travailleurs, jeunes et militants anticapitalistes de diverses sensibilités qui ont rejoint le processus. En effet, la situation actuelle de crise du mouvement ouvrier rend nécessaire la reconstruction d'une représentation politique des travailleurs. La remontée, limitée mais réelle, de la lutte des classes depuis 1995, l'intervention croissante du privé dans les luttes dans la période récente et la sympathie significative pour l'extrême gauche offrent la possibilité d'engager cette tâche avec succès. Le NPA a d'ores et déjà commencé à prouver sa capacité à jouer un rôle majeur pour le rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires et pour la politisation d'une fraction des travailleurs et des jeunes. Nous approuvons pleinement l'ensemble des points suivants :

- 1) **Le projet de « principes fondateurs » dénonce le capitalisme** en mettant en évidence ses effets désastreux pour l'humanité et la planète. Il se fixe l'**objectif de « renverser l'État et les institutions »**, qui sont « *une machine rodée à la défense des intérêts de la bourgeoisie* ». Il se prononce contre l'illusion d'une « humanisation » du capitalisme, à laquelle il oppose la seule perspective réaliste, celle du « socialisme », donc du « *pouvoir des travailleurs dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale* », la « *démocratie des producteurs associés* », « *la fin de toutes les oppressions* » (racisme, sexisme, oppression de la jeunesse...), l'internationalisme. Il se définit comme un « *parti de classe* », luttant notamment pour « *le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées* ». Dénonçant le PS et le PCF qui « *n'offrent plus ni projet, ni espoir* », il propose de « *créer une nouvelle représentation politique des exploité-e-s, un nouveau parti anticapitaliste, un parti qui se bat jusqu'au bout contre le système* ». Il annonce que ses éventuels élus refuseront de « *cogérer le système* », car « *une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes* » et « *il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme* ». Il se prononce pour « *que le NPA fasse vivre le meilleur de la tradition de celles et ceux qui ont affronté le système depuis deux siècles, celle de la lutte des classes, des traditions socialistes, communistes, libertaires, révolutionnaires* ». Enfin, il prévoit que le « *NPA engagera le dialogue et des collaborations politiques avec les autres forces anticapitalistes dans le monde, dans la perspective de la constitution d'une nouvelle internationale* ».
- 2) **Le projet de « statuts » prévoit un cadre et un fonctionnement à la fois démocratiques et efficaces.** Son préambule justifie la forme par le fond, expliquant notamment que « *notre projet commun est de construire une nouvelle société qui rejette toute forme d'exploitation, d'oppressions et d'aliénations* » et que, par conséquent, « *l'organisation qui porte un tel projet doit donc, dans ses pratiques mêmes, au quotidien, combattre les effets de l'idéologie dominante. L'organisation qui porte un tel projet doit donc, dans ses pratiques mêmes, au quotidien, combattre les effets de l'idéologie dominante. (...) Il faut donc que l'organisation interne qui sera la nôtre donne à voir la sincérité de nos convictions et de notre projet d'émancipation.* » Il insiste ensuite à juste titre sur la nécessité de la démocratie et du centralisme à la fois : d'une part, « *les formes d'organisation et le fonctionnement ne sont pas neutres. Le bilan que nous pouvons faire du XXe siècle, en particulier le stalinisme et toutes les expériences de bureaucratisation du mouvement ouvrier, nous imposent de tirer toutes les leçons pour construire une organisation vivante, démocratique où chacun et chacune puisse trouver sa place à l'égal de tous les autres.* » D'autre part, « *ce qui rend nécessaire une centralisation des activités du parti, c'est que le capitalisme dispose d'un cadre centralisé d'où*

s'organise sa domination : l'État, les puissances économiques et financières. L'enjeu est bien un changement de pouvoir et une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. » Dans ce cadre, on ne peut qu'approuver les dispositions prévues par le projet de statuts, comme le fait que le comité est la structure de base du parti, la souveraineté du congrès, la responsabilité du conseil politique national devant le congrès, la coordination locale des comités, les commissions thématiques, le secteur jeune autonome, l'importance de la formation de tous les militants, le dispositif de communication site/journal/revue, l'exigence de démocratie, de transparence, de circulation des informations et enfin *« la possibilité de s'organiser pour faire changer l'orientation du parti, c'est-à-dire le droit de tendance et le droit de fraction »*.

- 3) Le **projet de « résolution générale sur la situation politique et sociale » refuse de séparer un « mauvais » capitalisme bancaire et un bon capitalisme entrepreneurial**, et dénonce le capitalisme dans son ensemble. Il condamne les interventions étatiques actuelles, comme étrangères aux intérêts du plus grand nombre. Il prône, pour riposter à la crise, un « tous ensemble » contre la dispersion des luttes ; il met en avant pour cela une série de revendications immédiates légitimes. Il stigmatise l'impérialisme en général et évoque les impérialismes états-unis et français en particulier. Il condamne le « dialogue social » défendu par les directions syndicales et leur politique de cogestion ; il leur oppose un syndicalisme de lutte de classes et la convergence des luttes. Il insiste au final sur la nécessité pour le NPA de prendre l'initiative des luttes dès qu'il le peut et, pour ses membres, d'être présents et actifs dans les différentes mobilisations en cours.
- 4) Enfin, le **projet de résolution sur les élections européennes dénonce la prétendue « construction européenne » capitaliste** depuis ses débuts, facteur d'aggravation des inégalités et arme des bourgeoisies nationales les plus puissantes, d'ailleurs limitée par leurs propres conflits d'intérêts. Il dénonce les partis de la gauche institutionnelle qui ont contribué et contribuent en première ligne à imposer les traités et directives de l'UE. Il se prononce à juste titre pour une Europe des travailleurs et des peuples et évoque même les *« États-Unis socialistes d'Europe »*, seule perspective historique alternative à celle du capitalisme et de ses horreurs.

Sur la base de l'ensemble des ces éléments positifs et solides, nous sommes convaincus qu'il sera possible de commencer à construire, dans la situation actuelle en France, un parti de combat tout en poursuivant le débat. De ce point de vue, l'existence de tendances et de fraction n'est pas seulement une exigence démocratique, elle est aussi un besoin politique pour forger peu à peu un parti anticapitaliste cohérent et conséquent. D'une façon plus générale, l'histoire du mouvement ouvrier a montré que la reconnaissance des tendances ou fractions défendant clairement leurs positions dans le parti, avec une majorité et des minorités au terme des débats programmatiques et stratégiques, permettait aux travailleurs d'aiguiser les armes de la lutte contre le capitalisme. En revanche, l'interdiction ou les restrictions apportées à cette liberté ont toujours conduit tôt ou tard à la dégénérescence. Plus particulièrement aujourd'hui, il n'est pas possible de reconstruire la conscience de classe et de forger sur des bases solides l'unité des anticapitalistes sans laisser les points de vue se confronter librement. Cela correspond d'autant plus à la réalité du processus actuel qu'il se poursuivra après le congrès de fondation : le NPA va bien sûr se construire progressivement et sa première délimitation restera provisoire, notamment jusqu'au premier congrès statutaire l'an prochain.

C'est dans ce cadre démocratique que nous voulons pour notre part constituer une Tendance défendant la révolution, le communisme et l'auto-organisation dans le cadre du nouveau parti. Cela se justifie dès le congrès fondateur pour les raisons suivantes :

- A) Le **projet de « principes fondateurs » est destiné à regrouper des militants anticapitalistes de sensibilité différente dans la situation historique actuelle**, conformément à l'esprit même du processus NPA. Il se présente donc délibérément comme un texte ouvert, en partie provisoire, qu'il faudra continuer d'élaborer et de discuter après le congrès de fondation, car le nouveau parti ne va pas se construire en un an. Or, d'une part, *nous sommes pour notre part partisans du programme historique de la IV^e Internationale*, fondée par Léon Trotsky, car il concentre les acquis des trois premières ; nous estimons donc que le programme du parti dont les travailleurs auront besoin pour mener la révolution devra à terme intégrer les acquis de ce programme : c'est pourquoi nous entendons le faire connaître et en défendre les perspectives dans le cadre des discussions démocratiques du NPA. — D'autre part, pour le NPA actuel, parti pluraliste rendu nécessaire par la situation immédiate du mouvement ouvrier, *le projet de principes fondateurs comporte à notre avis un certain nombre d'insuffisances, voire d'ambiguïtés*, qui justifient nos propositions d'amendements ci-joints et, au-delà du congrès, la défense patiente et systématique de ceux qui n'auront pas été retenus. Nous pouvons résumer ces principales propositions d'amendements de la façon suivante :

- *Le projet de principes fondateurs ne confère pas clairement au NPA une identité de classe comme parti ouvrier ; il ne parle pas de la centralité ouvrière, au profit de notions vagues comme « la population »*.

• *Il ne met pas clairement en avant la perspective du communisme, impliquant la révolution et le dépérissement de l'État, jusqu'à l'avènement d'une société sans classes et sans État.*

• *Il ne met pas en son centre la lutte pour la conquête du pouvoir par les travailleurs et ne dit rien de la forme de l'État ouvrier issu de la révolution qui ne peut que reposer sur les organes de l'auto-organisation des travailleurs, afin de mener à bien les tâches de l'extension internationale de la révolution et de transformation des rapports de production.*

• *Il emploie un vocabulaire droite/gauche, issu du parlementarisme bourgeois, qui empêche de saisir la frontière entre partis du mouvement ouvrier et partis bourgeois. Il ne permet pas de comprendre que le PS est aujourd'hui parti purement et simplement bourgeois, similaire au Parti démocrate des États-Unis, et que par conséquent il ne faut ni appeler à constituer un front unique ouvrier avec lui, ni lors des élections constituer des listes communes avec lui, même au deuxième tour, ni appeler à voter pour lui, que ce soit au premier ou au second tour.*

• *Il reste trop discret sur les armes de la lutte et de l'auto-organisation de classe : grève, blocage, occupation, comités de grève et fédération de ces comités, comités d'entreprise, autodéfense, piquets de grève, sur le fait que les travailleurs doivent se préparer à l'affrontement révolutionnaire avec la bourgeoisie et son État. Or ces questions doivent selon nous être centrales dans la construction du parti, dès ses premiers pas dans la lutte de classe.*

B) Le projet de « résolution générale sur la situation politique et sociale » s'auto-définit à juste titre comme un « texte ponctuel » ; un tel texte sert en effet à analyser la situation du moment et à y adapter de façon circonstanciée l'application du programme fondamental, en l'occurrence des « principes fondateurs ». Il s'agit donc de définir les propositions du NPA pour son action immédiate, entre le congrès de fondation et le premier congrès statutaire l'an prochain. Or, si ce projet de résolution comporte les éléments indispensables que nous avons indiqués, **il reste bien trop en deçà de ce que l'on est en droit d'attendre, dans la situation actuelle d'offensive patronale et gouvernementale encore aggravée par la crise, d'un parti anticapitaliste cohérent et conséquent, même du point de vue du projet de « principes fondateurs ». En effet :**

• *Il est axé sur un « programme d'urgence » qui n'est pas révolutionnaire, dans la mesure où il n'est pas articulé à la perspective du gouvernement des travailleurs, mais laisse planer l'illusion qu'il serait possible de satisfaire les revendications indiquées par une simple mobilisation puissante des travailleurs. Or, s'il est vrai que certaines revendications (par exemple les augmentations de salaires, l'abrogation de telle ou telle loi, etc.) peuvent être satisfaites par la lutte immédiate, il n'est pas possible d'obtenir la satisfaction de toutes celles qui sont proposées sans révolution socialiste. Le texte sème des ambiguïtés quand il parle d'« incursion dans la propriété capitaliste », ce qui pourrait désigner une forme de cogestion, alors que l'anticapitalisme cohérent et conséquent implique le combat pour l'expropriation des capitalistes. De plus, il n'est absolument pas possible d'obtenir des revendications comme l'« interdiction des licenciements » sans exproprier les grands groupes capitalistes, qui sont les premiers employeurs directs ou indirects : la lutte contre les licenciements est une nécessité quotidienne vitale, mais aucun gouvernement de l'État bourgeois ne pourrait interdire purement et simplement les licenciements, car cela signifierait la négation de la propriété privée capitaliste elle-même ; il est donc important de ne pas faire croire le contraire aux travailleurs, mais de contribuer à développer leur conscience anticapitaliste révolutionnaire. En outre, l'histoire montre que les mobilisations puissantes ont certes pu permettre des conquêtes importantes, mais cela a toujours été au prix du détournement de leurs potentialités révolutionnaires vers le lit du réformisme, c'est-à-dire du maintien du capitalisme (on pense par exemple à la grève générale de mai-juin 1936 en France, à la vague révolutionnaire de l'après-Deuxième Guerre mondiale en Europe et dans les pays dominés, à la grève générale de 1968 en France, etc.).*

• *Le projet de résolution générale met strictement sur le même plan des organisations qui se réclament clairement de l'anticapitalisme et de la révolution et d'autres qui ne sont que réformistes et antilibérales ; il propose de s'associer avec les unes et les autres comme s'il n'existait entre elles aucune différence fondamentale. En se présentant comme « une gauche qui résiste, une gauche qui fait des propositions » par opposition à l'autre gauche, institutionnelle, il ne caractérise pas les organisations en termes de classes sociales ; dès lors, en proposant de « créer le débat à gauche », il confond la nécessité du front unique ouvrier avec un rassemblement dénué de cohérence de classe. En particulier, comme les « principes fondateurs », il reste ambigu sur le PS, qui n'est pas caractérisé comme un parti purement bourgeois, avec lequel aucun front unique ouvrier n'est possible.*

• *Toutes ses ambiguïtés programmatiques et stratégiques font que cette résolution n'est pas non plus assez concrète pour la lutte immédiate, où c'est la résistance sociale à l'offensive du patronat et au gouvernement, aggravée par la crise, qui est à l'ordre du jour. — Dans la pratique, depuis septembre, le CAN n'a pas su*

défendre une orientation indépendante sur la question de la privatisation de la poste, acceptant de s'allier avec les directions syndicales et le PS pour demander un « référendum », alors qu'il s'agit de se battre pour la grève unie des postiers jusqu'au retrait du projet, donc contre les directions syndicales qui n'ont donné aucune suite à la grève du 23 septembre et ont justement canalisé le mécontentement avec une pétition dérisoire. —

De même, le CAN n'a pas su proposer aux travailleurs de l'automobile, premières victimes de la crise dans l'industrie et spontanément mobilisés dans un certain nombre d'usine, un plan d'action permettant de les faire converger vers l'action unie et déterminée, en commençant par exemple par une manifestation nationale à Paris — combat qui suppose évidemment le combat contre les directions syndicales collaboratrices ou attentistes. — Bien que de nombreux comités NPA se soient très fortement impliqués dans la lutte des travailleurs sans-papiers qui se poursuit depuis avril, le CAN n'a pas mené le combat pour l'extension de la grève, contre la politique de fractionnement et d'isolement conduite par la direction de la CGT, malgré la volonté de nombreux militants syndicaux qui animent la lutte. — Enfin, le CAN n'a pas mené de véritable *campagne* nationale contre la réincarcération et pour la libération inconditionnelle de Jean-Marc Rouillon, alors qu'il était possible et nécessaire de coupler le combat contre l'attaque de la bourgeoisie et des médias contre le NPA à la lutte pour le respect des droits démocratiques, d'autant que Jean-Marc Rouillon participe au processus NPA.

C'est pourquoi nous proposons la résolution alternative ci-jointe. Tout en reprenant un grand nombre des revendications proposées par le CAN, mais non le cadre ambigu d'un « programme d'urgence », cette proposition commence par une délimitation claire par rapport au réformisme, en défendant ouvertement l'objectif politique d'un gouvernement des travailleurs, et propose pour l'immédiat un *plan d'action concret* pour la mobilisation des travailleurs. L'objectif de ce plan est la convergence des luttes et la grève générale comme seule perspective pour battre le patronat et Sarkozy, l'auto-organisation, le combat frontal contre les directions syndicales collaboratrices (incluant la construction d'un courant lutte de classe dans les syndicats) et la tactique du front unique ouvrier comme seuls moyens d'y parvenir.

C) Le projet de résolution sur les élections européennes, malgré ses points positifs que nous avons indiqués, n'est pas centré sur la perspective des États-Unis socialistes d'Europe et reste par conséquent trop ambigu sur l'Union européenne actuelle.

- *Il oppose une « Europe sociale » à l'« Europe libérale » plus que le projet d'une Europe socialiste à l'UE capitaliste.* S'il se prononce pour l'abrogation de « tous les traités et accords de l'Europe libérale », il ne mentionne explicitement que « Lisbonne, Barcelone, accords Schengen », oubliant de citer à ce moment-là les traités fondateurs de Rome, Maastricht et Nice (même s'il les a évoqués au tout début du texte). Or l'abrogation de ces traités doit être exigée de façon centrale, pour montrer qu'il s'agit de rompre totalement avec l'UE, puis de la renverser et de la détruire, de la même façon qu'il s'agit de renverser et de détruire les États bourgeois nationaux.

- *De même, le mot d'ordre d'« Assemblée constituante européenne » laisse croire qu'on pourrait accepter le cadre même de l'UE au lieu de détruire par la révolution* — de la même façon qu'une Assemblée constituante nationale sert à changer un régime (passage par exemple de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle, de celle-ci à la république, de la IIIe à la IVe République, etc.), non à détruire un État (en France, l'État bourgeois s'est maintenu et même renforcé sous ses régimes successifs du XVIe siècle à la Ve République !).

- *Enfin, la question de la participation aux prochaines élections européennes n'est pas posée comme une question tactique, mais laisse planer l'illusion qu'il serait possible, par les élections, de faire triompher à terme le « programme d'urgence ».*

Or ces ambiguïtés pèsent logiquement sur celui-ci : comme au niveau national, il se rapproche d'un projet réformiste plus que révolutionnaire, faute d'être articulé à la perspective de la révolution et du gouvernement des travailleurs. C'est pourquoi nous proposons une résolution alternative qui, tout en se concluant également sur l'utilité de participer aux prochaines élections européennes, précise qu'il s'agit seulement d'une tactique pour faire connaître nos idées et propositions, et que l'axe *central* de celles-ci est bien la destruction de l'UE capitaliste et l'édification des États-Unis socialistes d'Europe.

D) Le projet de « statuts », que nous approuvons pour l'essentiel, est cependant insuffisant sur trois points :

- *Il y manque là encore la centralité du prolétariat, dont découle la nécessité d'accorder la priorité à la construction de comités du NPA dans les lieux de travail (entreprises et établissements).* Dans la même logique, il n'est pas expressément prévu d'organiser les militants du même secteur pour centraliser l'intervention du parti dans les syndicats.

• *L'importance de l'autonomie de la jeunesse est sous-estimée* : nous préconisons une complète autonomie politique et organisationnelle des comités jeunes et leur propre fédération nationale ; c'est d'autant plus nécessaire qu'il est impératif de gagner progressivement au programme de la révolution les jeunes des quartiers populaires, qui se révoltent déjà, mais pour le moment sans expérience politique organisée.

• *Tout en affirmant vouloir construire un parti de militants, les conditions fixées pour être considérées comme tel nous semblent trop légères* : pour forger un parti à même de renverser le capitalisme, il faut demander aux militants non seulement d'acquiescer leur cotisation et de venir aux réunions, mais aussi de participer *régulièrement* à celles-ci et à l'activité du parti (diffusions de tract, vente de la presse, intervention dans les luttes, etc.).

Mais surtout, nous insistons pour que les principes et les dispositions concrètes des statuts soient appliqués effectivement, afin que le NPA soit crédible dès sa naissance. Or les lacunes démocratiques dans la préparation et le déroulement des deux réunions nationales (déplorées par de nombreux militants), ainsi que les exclusions injustifiées de trois militants CRI de leur comité, contraires à l'esprit et à la lettre du projet de statuts comme aux principes généraux du NPA, mais acceptées de fait par le silence du CAN, sont très inquiétantes. C'est pourquoi nous sommes fondés à considérer que le combat pour la démocratie ouvrière dans le NPA reste nécessaire.

Ces critiques politiques, formulées dans le cadre de l'indispensable transparence due à l'ensemble des militants du NPA, nous fondent à demander la constitution d'une Tendance dans le NPA pour la révolution, le communisme et l'auto-organisation. Nous entendons contribuer activement, par notre militantisme sur le terrain et par nos élaborations politiques, à la construction du parti dont notre classe et la jeunesse révoltée ont besoin. Et nous voulons convaincre le maximum de camarades, sur le moyen et le long termes, que le NPA, pour être anticapitaliste cohérent et conséquent, devra être en dernière instance révolutionnaire et communiste.

La présente déclaration, les propositions d'amendements aux projets de principes fondateurs et de statuts et les propositions de résolutions alternatives sur la situation générale et sur les élections européennes correspondent aux résultats de nos évolutions respectives comme de nos discussions entre nous et avec d'autres militants ou groupes de militants participant au processus NPA. Nous voulons ainsi constituer un premier cadre pour rassembler progressivement les militants du NPA qui veulent peser sur l'orientation du parti dans un sens communiste et révolutionnaire.

Dans cette perspective, nous sommes favorables à une large discussion et au regroupement. En particulier, comme nous l'avons déjà fait à plusieurs reprises, nous continuons de proposer à d'autres militants ou groupes de militants qui défendent eux aussi des idées révolutionnaires et communistes dans le NPA, notamment à la Fraction L'Étincelle issue de LO et à la Gauche Révolutionnaire, d'ouvrir la discussion en vue d'une Tendance commune. De même que le processus de construction du NPA se poursuivra au-delà du congrès de fondation, jusqu'au premier congrès statutaire un an après, de même le processus de construction de la Tendance que nous voulons s'accomplira à travers de nombreuses discussions, des combats politiques communs et de nouveaux regroupements. Nous entendons y contribuer activement et estimons être cohérents avec nos idées et nos propositions pour l'intervention immédiate du NPA en commençant dès le congrès de fondation à soumettre à l'ensemble du parti nos analyses et propositions.

En conséquence, dans le cadre de la préparation du congrès de fondation,

- **nous demandons au Collectif d'Animation Provisoire du processus NPA, organisateur du congrès, de faire parvenir à tous les comités la présente Déclaration**, avec les textes qui l'accompagnent, **et de soumettre au vote, lors des assemblées électives de janvier, nos propositions de résolutions alternatives** sur la situation sociale et politique et sur les élections européennes ;
- nous appelons les comités à **discuter et voter les amendements et les résolutions alternatives** que nous proposons ;
- nous appelons les militantes et militants qui s'y retrouvent à **signer la présente Déclaration pour une Tendance** défendant la révolution, le communisme et l'auto-organisation (nom exact à trouver).

28 premiers signataires (adhérents des comités NPA) [prénoms complets envoyés au CAN] :

A. (Université de Rouen Madrillet, 76), A. (Université Paris-VII), C. (Université Paris-I Tolbiac), C. (Romainville, 93), C. (Université Paris-VII), Ed. (Paris 19^e Pantin/Jaurès), Fl. (Montreuil, 93), Fr. (Massy, 91), G. (Université Paris-VII), J.-J. (Auxerre, 89), J. (Massy, 91), J. (Université Paris-VII), J. (Sens, 89), K. (Fontenay-sous-Bois, 94), L. (Université Rouen Mont-saint-Aignan, 76), L. (Nanterre, 92), M. (Évry, 91), M. (Université Paris-VII), Ma. (Libourne, 33), M. (Université Paris Sorbonne), Q. (Orléans, 45), R. (Université de Bordeaux, 33), S. (Auxerre, 89), S. (Brest, 29), S. (Dole, 39), St. (Paris 11^e), S. (Évry, 91), Y. (Auxerre, 89).

PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS AU PROJET DE PRINCIPES FONDATEURS SOUMIS AU CONGRÈS (ADOPTÉS PAR AU MOINS UNE AG ÉLECTIVE)

Les signataires du projet de Tendance avaient proposé et envoyé au CAN en temps et en heure une quarantaine d'amendements au projet de Principes fondateurs. La plupart ont été publiés dans le Bulletin de débats préparatoire au congrès, d'autres non. Nous sélectionnons ici, parmi les amendements publiés dans ce Bulletin, ceux qui sont les plus importants et qui ont été adoptés par au moins une AG élective. Ce sont ces amendements que les déléguées qui ont signé les projet de Tendance (et d'autres, nous l'espérons !) proposent d'adopter au congrès national.

Amendement A (pour la ligne 15, amendement n° 115 dans le Bulletin de débats, tome I, p. 6, col. 1)

Adopté par l'AG élective d'Arles (17 pour, 3 contre, 2 abstentions).

Ajouter :

« *Préambule*

Notre parti est anticapitaliste, parce que l'épanouissement de chacun et de tous ne peut passer que par une remise en cause à la racine du système économique, politique et idéologique qu'est le capitalisme. C'est pourquoi nous sommes déterminés à combattre pour sa disparition. Ce combat passe par une lutte quotidienne contre tous les traits du capitalisme s'insinuant dans nos vies : exploitation, oppression, aliénation, course au profit, marchandisation généralisée, sacrifice de vies humaines, violence, destruction de l'environnement, imposition en tous lieux (notamment par les médias et l'école) de l'idéologie dominante au service de la classe dominante.

Notre parti est un parti de classe parce que c'est le prolétariat, c'est-à-dire la classe des travailleurs salariés du capital, ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, non qualifiés ou qualifiés, travaillant dans les entreprises privées ou nationales, qui ne possèdent pas les moyens de production et doivent donc vendre leur force de travail pour vivre, qui peut jouer un rôle central dans le renversement du système capitaliste, entraînant derrière lui tous les opprimés : en raison de sa place dans les rapports de production, il peut, par sa lutte de classe, bloquer l'économie.

Notre parti est révolutionnaire parce que le combat anticapitaliste des exploités et des opprimés ne peut aboutir sans révolution, c'est-à-dire sans conquête du pouvoir politique. En effet, d'une part, la bourgeoisie, propriétaire des moyens de production et d'échange, a intérêt au maintien du capitalisme et, d'autre part, l'État bourgeois est l'instrument de sa domination sur l'ensemble de la société. Il ne peut donc être mis fin au capitalisme et à la domination de la bourgeoisie sans détruire l'État bourgeois, ce qui suppose une révolution.

Notre parti est communiste parce que la production ne peut être organisée rationnellement en vue de satisfaire les besoins humains que sur la base de la propriété collective des moyens de production et d'échange et de leur gestion démocratique par les travailleurs auto-organisés. Il se prononce pour l'expropriation sans indemnité ni rachat des capitalistes, la collectivisation des moyens de production et la réorganisation de la société sur cette base, bref pour le socialisme, qui ne peut être achevé qu'à l'échelle de la planète. L'État des travailleurs, instauré au lendemain de la révolution, n'est plus qu'un demi-État, car il est l'instrument du combat des exploités et des opprimés, donc de l'immense majorité, pour vaincre la résistance de la bourgeoisie et transformer les rapports de production, jusqu'au dépérissement de cet État lui-même, pour une société communiste sans classes, seule capable d'assurer l'égalité, la liberté et l'épanouissement de tous et toutes ».

Amendement B (pour la ligne 55, amendement n° 116 dans le Bulletin de débats, tome I, p. 6, col. 1 et 2)

Adopté par l'AG électorale d'Arles (16 pour, 0 contre, 6 abstentions) et par l'AG électorale de l'Yonne (16 pour, 1 contre, 12 abstentions, 2 NPPV).

Ajouter :

« Dans la société capitaliste, les moyens de production (instruments, machines, bâtiments, sol...) sont la propriété privée d'une classe peu nombreuse, la bourgeoisie (capitalistes, propriétaires fonciers). L'écrasante majorité de la population ne disposant pas de moyens de production est contrainte, pour survivre, de vendre sa force de travail aux capitalistes. L'exploitation capitaliste consiste en ce que la valeur de la force de travail (dont le salaire représente en gros l'équivalent monétaire) est inférieure à la valeur produite par le travailleur ; la différence constitue la plus-value, d'où la classe bourgeoise tire son profit. Ainsi, la logique du mode de production capitaliste consiste non pas en la satisfaction des besoins humains, mais en la recherche de profits toujours plus importants par une exploitation toujours plus monstrueuse ».

Amendement C (pour la ligne 62, amendement n° 118 dans le Bulletin de débats, tome I, p. 6, col. 2 et pour la ligne 264, après « OTAN »)

Adopté par l'AG électorale de Rouen (56 pour, 2 contre), par l'AG électorale des comités étudiants de Bordeaux (17 pour, 3 contre, 5 abstentions), par l'AG électorale de Paris 19^e (14 pour, 3 contre, 14 abstentions), par l'AG électorale de Paris 11^e (19 pour, 9 contre, 8 abstentions, 5 NPPV) et par l'AG électorale de Paris 5^e-13^e (55 pour, 2 contre, 15 abstentions, 11 NPPV).

Ajouter « ONU » après « Banque mondiale » [pour compléter la liste des institutions internationales impérialistes].

Amendement D (pour la ligne 78, amendement n° 120 dans le Bulletin de débats, tome I, p. 6, col. 2)

Adopté par l'AG électorale de l'Yonne (31 pour, 0 contre, 0 abstention, 1 NPPV) et par l'AG électorale de Paris 5^e-13^e (28 pour, 8 contre, 30 abstentions, 23 NPPV)

Ajouter (après la citation de Jaurès) :

« Notre propre impérialisme, la France, est l'un des acteurs les plus importants dans cette domination. Il participe à la guerre en Afghanistan, à l'occupation du Liban, il soutient des dictateurs en Afrique, exploite des ouvriers en Europe de l'Est, en Amérique du Sud, en Asie, etc. C'est pourquoi le NPA fait du combat contre les guerres impérialistes une nécessité absolue. Il apporte par là même son soutien inconditionnel à la résistance anti-impérialiste des peuples opprimés et agit toujours pour la défaite de l'impérialisme. Mais il le fait en gardant toute son indépendance politique : il critique et combat la politique de la direction de ces mouvements de résistance dans toute la mesure où elle n'est pas conforme aux intérêts du prolétariat ».

Amendement E (pour les lignes 186 et suivantes, amendement n° 36 dans le Bulletin de débats, tome I, p. 12, col. 2 et 3)

Adopté par l'AG électorale d'Arles (9 pour, 2 contre, 12 abstentions)

Supprimer le début du 3^e paragraphe (lignes 86 et suivantes après le titre) et le remplacer par :

« Dans la lutte de classe, notre parti intervient grâce à l'auto-organisation (par les assemblées générales, les comités de grève, les collectifs, par leur coordination à tous les niveaux grâce à des délégués élus, mandatés et révocables). Il

se bat contre tous ceux qui veulent disperser les luttes, les cloisonner et finalement les trahir, comme le font actuellement les principales directions syndicales. Celles-ci préfèrent en effet « négocier » avec le MEDEF et le gouvernement et craignent un mouvement qu'elles ne pourraient pas contrôler ; elles se contentent donc d'appeler à des journées d'action dispersées et sans lendemain, qui mènent les travailleurs et les jeunes dans le mur. Or seule une grève générale interprofessionnelle peut permettre aux travailleurs de gagner contre le patronat et le gouvernement à son service. C'est pourquoi, partout où ils sont présents, les militants du NPA se battent pour la grève et sa reconduction dès que les conditions en sont réunies. Ils travaillent à la convergence des luttes et à la préparation de la grève générale interprofessionnelle, par l'auto-organisation et l'interpellation des directions syndicales pour qu'elles rompent avec leur collaboration de classe et préparent une riposte d'ensemble, jusqu'à satisfaction des revendications mises en avant par les travailleurs eux-mêmes. »

Amendement F (pour la ligne 205, amendement n° 37 dans le Bulletin de débats, tome I, p. 12, col. 3, faisant suite immédiatement à l'amendement précédent)

Adopté par l'AG électorale d'Arles (18 pour, 2 contre, 3 abstentions)

Ajouter :

« Seule cette orientation de lutte de classe déterminée permettra d'imposer aux patrons et au gouvernement les revendications immédiates les plus urgentes des travailleurs, d'augmenter les salaires, les pensions de retraite et des minima sociaux, de les indexer sur le coût de la vie, de s'opposer avec efficacité aux plans de licenciements, d'empêcher les suppressions de postes dans les services publics, d'imposer de nouvelles embauches en diminuant le temps de travail, d'obtenir l'ouverture des livres de comptes capitalistes et le droit de veto des salariés sur les conditions et l'organisation du travail, de préserver et reconquérir les droits acquis (droits démocratiques, droit à la santé et à la protection sociale, droit à l'instruction et à la formation...), etc.

Mais, tout en luttant pied à pied pour l'ensemble de leurs revendications immédiates, les travailleurs doivent prendre conscience du fait que la satisfaction générale et durable de leurs exigences est impossible sous le capitalisme, mais oblige à combattre pour la révolution. C'est pourquoi, tout en combattant en première ligne dans toute lutte de classe, nous expliquons aux travailleurs que seul leur propre gouvernement pourra les satisfaire de façon globale et durable, en interdisant les licenciements, en mettant fin au chômage par une réduction massive du temps de travail pour tous, en expropriant les grands groupes capitalistes bancaires et industriels, en réorganisant de fond en comble l'économie, de façon démocratiquement planifiée, en fonction des besoins, et en permettant la gestion directe de la production et de la distribution par les travailleurs

Réciproquement, cette perspective est la meilleure motivation pour s'engager avec détermination dans le combat pour l'ensemble des revendications immédiates, pour la lutte de classe quotidienne contre le patronat et le gouvernement. Toute l'histoire du mouvement ouvrier montre que la propagande révolutionnaire la plus claire et l'intervention quotidienne dans les luttes la plus efficace se nourrissent réciproquement ».

Amendement G (pour la ligne 215, amendement n° 65 dans le Bulletin de débats, tome I, p. 13, col. 2)

Adopté par l'AG électorale de l'Yonne (8 pour, 0 contre, 13 abstentions, 1 NPPV)

« On voit en effet que le service public, tant qu'il reste entre les mains de l'État capitaliste, ne peut réellement être géré en vue de la satisfaction des besoins du plus grand nombre, mais tend à être géré dans l'intérêt des grands groupes capitalistes, quand bien même certains acquis importants ont pu y être inscrits par la lutte des classes. »

Amendement H (pour lignes 299-314, amendement n° 67 dans le Bulletin de débats, tome I, p. 19, col. 2)

Adopté par l'AG électorale d'Arles (17 pour, 0 contre, 7 abstentions)

Supprimer le passage des lignes 299-314, entre « Au pouvoir, la gauche institutionnelle... » et « rompre avec elle », et le remplacer par :

« Un parti véritablement anticapitaliste joue un rôle clé dans le processus révolutionnaire. Il ne se construira qu'en toute indépendance politique à l'égard des partis bourgeois de droite comme de gauche (PS, Verts, MRC...) et à l'égard du parti réformiste moribond qu'est aujourd'hui le PCF. Le PS, soutenu par le PCF, a géré loyalement le capitalisme quand il était au pouvoir, étant même à l'avant-garde de la politique capitaliste dite "néolibérale" en France : une offensive violente engagée par Mitterrand dans les années 80 (et menée partout par la droite ou la gauche dans le reste de l'Europe) contre les acquis sociaux arrachés par les luttes ouvrières d'après-guerre (liquidation de la protection sociale, allongement de la durée des cotisations, "modération" des salaires, privatisation des services publics...). Pour ce faire, les gouvernements PS-PCF-Verts, et également les gouvernements de droite, ont bénéficié de la politique de démobilisation, voire du soutien ouvert, des différentes bureaucraties syndicales gangrenées par la collaboration de classe. Les échéances auxquelles nous avons à faire face posent aussi de façon brûlante la nécessité que les syndicats se dotent de directions de lutte de classe. Aujourd'hui, face à la crise économique mondiale, dramatique pour les travailleurs et les peuples, la « gauche » en est toujours à proposer d'utopiques "solutions" de replâtrage. Le NPA dit clairement : il faut le renverser! »

Amendement i (pour la ligne 344, amendement n° 141 dans le Bulletin de débats, tome I, p. 15, col. 2)

Adopté par l'AG électorale d'Arles (unanimité)

Ajouter :

« Les jeunes comptent parmi les premières victimes du système capitaliste, dès l'école, que le système entend adapter à ses besoins économiques et idéologiques. Jeunes travailleurs, ils subissent une exploitation spécifique, des discriminations à l'embauche, au salaire et aux conditions de travail, que le système capitaliste prétend justifier en lui donnant des raisons de "nature" liées à l'âge.

Les jeunes, travailleurs ou scolarisés, se sont aussi toujours trouvés à la pointe des révoltes et des révolutions. Les jeunes des quartiers populaires en particulier, comme l'a montré leur révolte en novembre 2005, constituent une force sociale essentielle, capable de contester le système socio-économique et les institutions de l'État. Le NPA doit les gagner à son programme révolutionnaire et faire de cet objectif l'une de ses priorités ».

Amendement J (pour la ligne 372, amendement n° 74 dans le Bulletin de débats, tome I, p. 19, col. 3)

Adopté par l'AG électorale de Paris 11^e (13 pour, 10 contre, 10 abstentions, 6 NPPV)

Ajouter (avant « Nous voulons que le NPA... ») :

« L'indépendance de classe du NPA est radicalement incompatible avec la participation ou le soutien à un gouvernement bourgeois. Le NPA ne saurait participer qu'à un gouvernement des travailleurs, qui suppose une situation révolutionnaire, ou éventuellement à un gouvernement transitoire d'organisations ouvrières qui s'appuierait sur la mobilisation des travailleurs et mettrait en œuvre immédiatement un programme d'expropriation des grands groupes capitalistes, ouvrant une situation révolutionnaire. »

PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS AU PROJET DE STATUTS SOUMIS AU CONGRÈS NATIONAL (ADOPTÉS PAR AU MOINS UNE AG ÉLECTIVE)

Comme pour le projet de Principes fondateurs, les signataires du projet de Tendance avaient proposé et envoyé au CAN en temps et en heure sept amendements au projet de Statuts. La plupart ont été publiés dans le Bulletin de débats préparatoire au congrès, d'autres non. De nouveau, nous sélectionnons ici, parmi les amendements publiés dans ce Bulletin, ceux qui sont les plus importants et qui ont été adoptés par au moins une AG élective ; nous y ajoutons un amendement non publié dans le bulletin de débats. Là encore, ce sont ces amendements que les délégués qui ont signé les projet de Tendance (et d'autres, nous l'espérons !) proposent d'adopter au congrès national.

Amendement A (pour la ligne 53, amendement publié dans le Bulletin de débats, tome I, p. 23, col. 3)

Adopté par l'AG élective de l'Yonne (19 pour, 1 contre, 10 abstentions, 2 NPPV) et dans l'AG élective du 92 nord (36 pour, 24 contre, 25 abstentions, 8 NPPV)

Ajouter « régulièrement » après « participe » [il s'agit de la participation « aux activités et aux réunions du parti »]

Amendement B (pour la ligne 58, amendement publié dans le Bulletin de débats, tome I, p. 23, col. 3)

Cet amendement peut être remplacé par celui, similaire, défendu par la Fraction L'Étincelle, adopté notamment par l'AG du 92 nord.

Ajouter : « Le NPA visant à organiser la classe des travailleurs salariés du capital, c'est-à-dire le prolétariat, il donne la priorité à la mise en place des comités sur les lieux de travail (établissements et entreprises) ou les secteurs professionnels. »

Amendement C (pour les lignes 147-159 — dans le point « 4/ Commissions nationales et locales et secteur jeune » ; amendement publié dans le Bulletin de débats, tome II, p. 30, col. 1, en haut)

Adopté par l'AG élective de l'Yonne (13 pour, 0 contre, 17 abstentions, 2 NPPV)

- **Supprimer** : « Le NPA favorise également les réunions de secteurs professionnels, de secteurs d'activités ; tout ce qui permet d'agir ensemble avec plus d'efficacité »

- **Remplacer par** : « À l'échelle nationale, régionale et départementale, le NPA met en place des réunions régulières des militants intervenants dans le même secteur professionnel ou le même secteur d'activités afin de discuter l'orientation du parti et d'unifier l'intervention des militants dans ce secteur, en particulier dans les syndicats et associations. »

Amendement D (pour la ligne 158, dans le point « 4/ Commissions nationales et locales et secteur jeune » ; amendement publié dans le Bulletin de débats, tome II, p. 30, col. 1, en haut)

Adopté par l'AG élective de Paris 19^e (10 pour, 7 contre, 13 abstentions)

- **Supprimer** : « Il élabore une orientation en direction de celle-ci (campagnes, matériel, journal) ».

- **Remplacer par** : « Il constitue au sein du NPA une fédération autonome qui élabore son orientation et édite un matériel spécifique en direction de la jeunesse (journal, tracts, etc). Cette fédération se dote des structures

nécessaires à l'échelle locale, départementale, régionale et nationale sur le modèle de l'organisation générale du NPA. »

Amendement E (pour la ligne 175 — dans le point « 5/ La formation et les débats » ; amendement non publié dans le Bulletin de débats)

Adopté par l'AG électorale de l'Yonne (7 pour, 0 contre, 23 abstentions, 2 NPPV)

Ajouter :

« Cependant, la priorité est donnée à la connaissance des théories des militants appartenant aux différentes tendances du mouvement ouvrier, à commencer par l'analyse marxiste du capitalisme. »

**PROPOSITION DE RÉOLUTION GÉNÉRALE SUR LA
SITUATION POLITIQUE ET SOCIALE, SOUMISE À LA
DISCUSSION ET AU VOTE DU CONGRÈS
EN ALTERNATIVE À CELLE DU CAN**

Cette proposition de résolution est d'une part l'un des textes qui constituent la base du projet pour une Tendance du NPA défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation. D'autre part, elle est soumise à la discussion et au vote des AG et du congrès national en alternative à la résolution générale proposée par le CAN suite à la réunion nationale des 8-9 novembre : elle peut donc être votée par des camarades qui en partagent l'orientation générale sans rejoindre nécessairement le projet de Tendance.

La crise confirme la nécessité du combat contre le capitalisme lui-même

À l'heure où nous fondons le NPA, la crise alimentaire, la crise financière et le début de la crise économique généralisée montrent plus que jamais que le système capitaliste conduit l'humanité au désastre. Cela fait éclater au grand jour l'arnaque idéologique, martelée depuis trente ans, selon laquelle le capitalisme serait le meilleur système possible, apportant progressivement au monde la liberté, le développement et la paix. La crise du capitalisme vérifie plus que jamais la validité de la critique marxiste du capitalisme, la nécessité d'une théorie et d'une stratégie anticapitalistes cohérentes et conséquentes, donc communistes et révolutionnaires.

Elle ne fait que confirmer et amplifier les ravages qu'engendre inéluctablement ce système : destruction massive de vies humaines et de populations entières par les guerres, les épidémies, les famines, la misère ; pauvreté massive, insatisfaction des besoins élémentaires pour des milliards d'êtres humains ; chômage, sous-emploi, insécurité des conditions matérielles d'existence ; gaspillages monstrueux ; insuffisance et liquidation des systèmes de santé publique, d'instruction et de formation publiques ; logements indécents ; pollutions insupportables et dilapidation irrationnelle des ressources naturelles, menaçant l'existence de la planète elle-même ; oppressions politiques, militaires, policières et culturelles partout dans le monde...

La crise actuelle prend place dans une période historique plus large caractérisée par de profondes restructurations des rapports de production capitalistes. Pour contrer la baisse du taux de profit qui avait marqué les « Trente Glorieuses », les capitalistes ont été contraints de s'attaquer aux acquis des travailleurs : fermetures d'unités de production, développement de la sous-traitance, nouvelles méthodes managériales, avec leurs effets sur les effectifs, la composition et les conditions de travail du prolétariat : licenciements, blocage des salaires, privatisations, flexibilité et précarité généralisées... En outre, les puissances

impérialistes ont imposé la libéralisation du commerce mondial, déréglementé le système financier international, aggravé la domination néo-coloniale des pays dépendants et rétabli, avec la complicité des bureaucraties staliniennes, la propriété privée en ex-URSS, en Chine et dans les autres pays soi-disant « socialistes ».

Tout cela a certes permis de rétablir partiellement le taux de profit, mais non à relancer l'investissement : les profits ainsi dégagés n'ont été que partiellement réinvestis, servant surtout à la consommation luxueuse de la bourgeoisie (augmentation sans précédent des grandes fortunes) et à la spéculation. *La crise actuelle ne s'explique donc pas fondamentalement par la sous-consommation des masses (leurs achats ont été au contraire dopés par le crédit bon marché, notamment aux États-Unis), mais est avant tout une crise de suraccumulation du capital.* Elle ne s'explique pas par des causes conjoncturelles, mais par la logique même du système capitaliste, qui a pu se déployer dans toute son ampleur, et avec toutes ses contradictions, au cours des dernières années.

C'est pourquoi le NPA, contrairement à tous ceux qui jugent que le capitalisme pourrait être réformé, ne dénonce pas seulement le capitalisme financier et ne propose pas une relance « keynésienne » du capitalisme ou un quelconque plan réformiste pour sortir de la crise. Du point de vue du capitalisme, une relance de la consommation ne ferait qu'aggraver la crise, en plombant le taux de profit et donc en décuplant la crise de l'investissement. Pour le NPA, il n'y a rien à réformer dans ce système pourri, il faut le détruire. C'est donc cela qu'il dit clairement aux travailleurs, à l'encontre de tous ceux qui leur font croire que telle ou telle politique dans le cadre de ce système pourrait satisfaire leurs revendications et aspirations, changer réellement leur situation.

L'anticapitalisme cohérent et conséquent implique la mise en avant permanente de la perspective du socialisme et l'axe stratégique du gouvernement des travailleurs

Le NPA oppose au système actuel une alternative globale à la fois réaliste et porteuse d'espoir, en mettant clairement en avant la perspective du socialisme, fondé sur la propriété collective des moyens de production et le pouvoir par les travailleurs auto-organisés (démocratie ouvrière des conseils). Il se donne l'objectif final d'une société sans classes et sans États, communiste, seule capable d'assurer l'égalité, la liberté et l'épanouissement de tous les individus ; une société d'où seront extirpées les racines de toutes les oppressions ; une société où le racisme aura disparu ; une société où sera respectée l'égalité réelle des hommes et des femmes et où seront supprimées les discriminations subies par les femmes, ainsi que toutes les oppressions contre les genres et les sexualités ; une société où chacun aura accès librement au savoir, à la culture et à l'art ; une société délivrée de la course au profit destructrice des hommes et de l'environnement.

Or cette perspective réellement anticapitaliste, fondatrice du NPA, n'est pas mise en avant les seuls jours de fête, comme dans tant d'organisations du mouvement ouvrier traditionnel, mais nourrit quotidiennement les interventions du NPA. C'est ainsi que doit être avancée très clairement, dans les discours et la presse du parti, la nécessité de l'expropriation des capitalistes et la collectivisation des moyens de production. Il faut expliquer patiemment, inlassablement, concrètement pourquoi la satisfaction véritable des revendications et aspirations des travailleurs est contradictoire avec le système capitaliste. Ce n'est donc pas de quelques mesures de redistribution et de deux ou trois nationalisations que les travailleurs ont besoin, mais d'un authentique socialisme, c'est-à-dire d'un processus révolutionnaire par lequel ils exproprient sans indemnité ni rachat les capitalistes et exercent eux-mêmes directement le pouvoir. C'est pourquoi le NPA, articulant dans toutes les luttes les revendications du combat immédiat et la nécessité de la prise de pouvoir pour en finir avec ce système d'oppression et d'exploitation défend ouvertement et constamment l'axe stratégique d'un gouvernement des travailleurs, par et pour les travailleurs.

Les États, leurs gouvernements et leurs partis de droite comme de gauche, volent au secours des capitalistes et veulent faire payer leur crise aux travailleurs et aux peuples

Face à la crise, les États bourgeois montrent qu'ils ont prêts à utiliser tous les moyens pour sauver le système bancaire et les grandes entreprises, balayant leurs propres « critères de convergence », notamment en creusant vertigineusement les déficits publics, tout en affirmant qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics, l'enseignement, la santé, les retraites... Au moment même où les États font des cadeaux faramineux aux capitalistes, ils entendent faire payer la crise aux travailleurs en intensifiant les contre-réformes.

Le sauvetage organisé du système capitaliste est actuellement mis en œuvre par tous les gouvernements, de droite comme « de gauche », de Bush et Sarkozy à Brown et Zapatero, avec dans tous les cas le soutien des soi-disant opposants parlementaires et, le plus souvent, des directions syndicales réformistes.

En France, le PS soutient le plan de Sarkozy, tout comme un Dominique Strauss-Kahn l'applique à la tête du FMI. Cela n'est pas étonnant : le PS a mené des années durant une politique systématique pour les intérêts du patronat et contre les acquis sociaux ; c'est là le produit inévitable de la soumission au capitalisme qui définit le réformisme. Cela a conduit le PS à devenir un parti purement bourgeois, analogue au Parti démocrate des États-Unis, sa récente « Déclaration de principes » confirmant l'abandon de toutes les références formelles à la lutte de classe et au véritable socialisme.

Le parti des Verts a quant à lui toujours été un parti pro-capitaliste.

De son côté, le PCF a participé à plusieurs gouvernements du PS, contribuant directement à la mise en œuvre de leur politique réactionnaire, quand il ne se contentait pas de la soutenir au Parlement. Aujourd'hui, l'ex-parti stalinien, historiquement moribond même s'il compte encore quelques dizaine de milliers d'adhérents, ne conteste le capitalisme que les jours de fête et dénonce surtout le « libéralisme », prônant une politique néo-keynésienne, typiquement réformiste. Dans la pratique, il se subordonne généralement au PS et ses militants continuent de jouer un rôle important dans la politique de collaboration de classe des dirigeants de la CGT et de la FSU. Le PCF est un parti réformiste qui garde des liens organiques avec le mouvement ouvrier aujourd'hui en crise : c'est un parti ouvrier-bourgeois en sa phase finale de décomposition historique.

Pleinement engagé dans la lutte de classe, le NPA ne se veut pas « à gauche » ou « à gauche de la gauche » : il s'oppose aux partis bourgeois de droite comme « de gauche » et rejette ces catégories sans contenu de classe, issues du parlementarisme bourgeois. Il entend aider les travailleurs et les jeunes à rompre les illusions envers « la gauche », car c'est une condition pour qu'ils franchissent le pas de l'engagement anti-capitaliste cohérent. Aucun accord tactique n'est acceptable avec le PS, parti bourgeois. Avec le PCF, parti ouvrier-bourgeois, des accords de front unique ouvrier ponctuels sont possibles pour les luttes, à condition que leur contenu permette de mobiliser les travailleurs pour leurs revendications immédiates sur une base d'indépendance de classe et que la liberté de critique du NPA soit intégralement préservée pour toute la durée de l'accord.

Quant aux directions syndicales réformistes, liées généralement au PS ou au PCF, elles relaient aujourd'hui auprès des travailleurs la propagande capitaliste selon laquelle, s'ils n'acceptent pas des sacrifices, cela ne fera qu'empirer la crise et donc leur situation. Elles proposent de prétendus plans de « relance » réformistes qui ne font que soumettre les travailleurs au cadre du capitalisme. Depuis des années, elles « négocient » des contre-réformes et des plans sociaux, sous prétexte de limiter les dégâts, en fait en accompagnant « socialement » les décisions patronales et gouvernementales, en désarmant les travailleurs. Et, quand il y a des luttes malgré elles, ou à l'initiative de secteurs combatifs à l'intérieur même des syndicats, les principales directions font tout pour empêcher la grève, l'extension de la lutte et la convergence avec les autres secteurs, en décidant notamment des « journées d'action » dispersées et sans lendemain, en atomisant les luttes, en refusant de se battre pour les grèves reconductibles et, à plus forte raison, pour l'objectif de la grève générale.

Au moment où les travailleurs commencent déjà à faire les frais de la crise (chômage technique, licenciements, dégradation accélérée du pouvoir d'achat), la délimitation claire par rapport au PS, mais aussi au PCF et aux directions syndicales collaboratrices est donc plus que jamais indispensable. C'est en effet parce qu'ils ont renoncé à l'anticapitalisme cohérent et conséquent, à la perspective du socialisme

comme seule alternative réaliste au capitalisme, que tous les réformistes se rallient aux plans de sauvetage du capitalisme, au lieu d'impulser la lutte de classe.

Les travailleurs n'ont pas à payer la crise du capitalisme : sur la base de la clarté politique, il faut un plan de lutte immédiat pour la résistance de classe

Le NPA dénonce inlassablement les plans de sauvetage capitaliste, qu'ils soient de droite ou de gauche, libéraux ou néo-keynésiens. En particulier, il montre que les divers plans réformistes sont des arnaques, car ils font croire qu'on pourrait changer les banques et les grandes entreprises assoiffées de profits en gentils établissements soucieux du bien-être commun. Il soutient qu'il n'y a qu'un seul plan alternatif à l'actuelle politique de sauvetage des banques : leur expropriation et leur transformation en une banque unique sous contrôle des travailleurs. Une telle banque annulerait la pyramide des dettes (tout en garantissant la petite épargne des travailleurs) et permettrait de relancer la machine productive sur de nouvelles bases. Mais pour que cette banque ne serve pas à son tour à renflouer les capitalistes industriels, cette première mesure en impliquera immédiatement une seconde : l'expropriation des grandes entreprises, en commençant par celles du CAC 40, sous contrôle des travailleurs. C'est seulement ainsi que les banques cesseront leur spéculations parasites et pourront servir à financer un plan d'investissements répondant aux besoins des masses. Un tel plan serait élaboré démocratiquement par les travailleurs organisés dans leurs conseils. De telles mesures supposeraient une mobilisation en masse des travailleurs, une lutte révolutionnaire leur permettant de conquérir et d'exercer le pouvoir politique...

La dénonciation des arnaques réformistes et la défense de la perspective socialiste ne signifient nullement qu'il faille attendre la révolution pour combattre. Tout au contraire, le NPA entend être à l'avant-garde de la résistance de classe en mettant un plan de lutte immédiat efficace, avec des revendications précises et des méthodes de lutte éprouvées, assurant l'indépendance de classe. C'est seulement sur la base d'un tel plan qu'il sera possible d'imposer l'unité de la classe ouvrière, incluant dès que possible, en toute clarté, des accords de front unique entre organisations du mouvement ouvrier.

Pour une plate-forme revendicative capable d'unifier les travailleurs et leurs luttes

Les revendications de la résistance sociale sont mises en avant par les travailleurs eux-mêmes, mais doivent être défendues comme un tout cohérent pour permettre la mobilisation unie des différents secteurs aujourd'hui dispersés et entraîner les autres :

- **Aucun licenciement !** Les travailleurs ne doivent pas se retrouver à la rue à l'heure où les capitalistes trouvent des milliards pour se sauver eux-mêmes ! Pour lutter efficacement, il est utopique de demander l'interdiction par la loi des licenciements, mais il faut empêcher les licenciements en utilisant toutes les armes de la lutte de classe, des manifestations et de la grève, soutenue par un fonds national de grève, jusqu'à l'occupation des entreprises et la relance de la production sous le contrôle des travailleurs ! Les travailleurs de l'automobile sont non seulement les premières victimes de la crise dans l'industrie, mais aussi les premiers à s'être mobilisés contre leur mise au chômage : il faut un plan d'action pour les faire converger vers une mobilisation unie et déterminée, en commençant par une manifestation nationale à Paris !
- **Répartition des heures de travail disponibles entre tous les travailleurs avec maintien du salaire !** Contre le licenciement des intérimaires et la mise au « chômage technique », il faut faire valoir que le patron a généralement fait assez de bénéfices les années passées pour garantir l'emploi de tous en diminuant le temps de travail. Imposons l'ouverture des livres de compte prouvant que les patrons s'engraissent sur notre dos ! Contre le gouvernement, il faut se battre pour une nouvelle diminution du temps de travail, sans perte de salaire et sans flexibilité.
- **Hausse des salaires et retraites de 300 € ! Pas de salaire inférieur à 1600 € nets ! Indexation des salaires, pensions et allocations sur les prix !** Les capitalistes ont réalisé des profits gigantesques ces dernières années, et l'État a assez d'argent pour sauver les banques : rien ne peut justifier le blocage des salaires et l'appauvrissement massif des travailleurs !
- **Aucune suppression de postes dans la fonction publique !** Abrogation de la RGPP et de la mobilité forcée ! Les services publics à la population doivent être défendus et leur qualité améliorée !

Ce n'est pas de militaires, de policiers, de prisons et de sénateurs que nous avons besoin, mais d'enseignants, d'infirmiers, d'agents administratifs, etc. !

• **À bas la privatisation de La Poste, comme des autres services publics !** Ce n'est une pétition pour un référendum qui permettra de gagner, contrairement à ce que font croire le PS, les réformistes et les directions syndicales collaboratrices, mais uniquement la grève nationale jusqu'au retrait du projet : les postiers ont montré, par le succès de leur grève du 23 septembre, qu'ils y sont prêts, il faut les aider à s'auto-organiser et à imposer aux directions syndicales cette grève nationale dans l'unité !

• **Contre la privatisation de la Sécurité sociale, les franchises médicales et les remboursements !** Pour combler le « trou de la Sécu » et améliorer la prise en charge, exigeons le remboursement des milliards d'exonérations de cotisations patronales et l'interdiction de la précarité ! Contre la privatisation et l'asphyxie budgétaire des hôpitaux !

• **Pour la défense de l'âge de la retraite à 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles), sa diminution à 55 ans (50 pour les travaux pénibles), le retour aux 37,5 annuités pour tous et la retraite à taux plein à 60 ans, la défense des régimes spéciaux de retraites !**

• **Aucune expulsion des travailleurs et des pauvres de leur logement !** Réquisition immédiate des logements vides ! Annulation des dettes de loyer ! Construction massive de logements sociaux, répression des maires qui ne respectent pas la règle des 20% pour complaire à leurs électeurs bourgeois !

• **Régularisation de tous les sans-papiers, déclarés ou non, en CDI ou en CDD, et de leurs familles ! Arrêt de la chasse aux migrants, fermeture des centres de rétention, abrogation de toutes les lois anti-immigrés !** Travailleurs français et étrangers, nous sommes une seule et même classe ouvrière : seuls les capitalistes, leurs politiciens et leurs idéologues ont intérêt à nous diviser, car ils veulent mieux régner ! Des révoltes d'esclaves à la Commune de Paris, de l'Étoile nord-africaine à la Main-d'Œuvre Immigrée (MOI), de la manifestation du 17 octobre 61 aux luttes pour la résorption des bidonvilles et des cités de transit, des grèves des foyers Sonacotra à la Marche pour l'égalité, de l'occupation de l'usine Talbot-Poissy au mouvement des chômeurs, du mouvement des sans-papiers au comité contre la double peine... tous ces combats sont constitutifs d'une histoire que nous revendiquons.

• **Halte à la ghettoïsation des quartiers populaires, aux crimes et violences policières impunis, aux contrôles au faciès, aux écoles au rabais, au chômage programmé, au sous-emplois, aux logements insalubres, aux emprisonnements et humiliations !** Les travailleurs habitant les quartiers populaires, et notamment les jeunes, sont stigmatisés et désignés comme les principaux responsables des maux du système. Cela ne coûte pas cher de donner des leçons de civisme et de montrer du doigt les « racailles » ou les « sauvageons » en les jetant à la vindicte populaire. Les « banlieues » deviennent une problématique à part, dont on confie la gestion à la police et à la justice. Mais la résistance est forte, des révoltes des Minguettes (1981) à celles de Vaulx-en-Velin (1990), de Mantes-la-Jolie (1991) à Sartrouville (1991), de Dammarie-les-Lys (1997) à Toulouse (1998), de Lille (2000) à Clichy-sous-Bois (2005)... L'expérience des militants des quartiers populaires est cruciale à la construction du NPA. Il faut gagner tout particulièrement les jeunes de ces quartiers qui se révoltent déjà, mais pour le moment sans expérience politique organisée.

• **Pour l'amnistie de tous les réprimés des mouvements sociaux (grèves, manifestations, révoltes des quartiers populaires...) et la libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers politiques (Jean-Marc Rouillan, Georges Ibrahim Abdallah, militants autonomes de Tarnac...).** Aucune union sacrée avec l'État, les politiciens et les grands médias qui roulent pour la bourgeoisie ! Tous ceux qui se battent contre le système, sa police, sa « justice » sont du bon côté de la barricade, au-delà des éventuels désaccords sur la situation, la stratégie et/ou la tactique ! Une attaque contre un est une attaque contre tous !

• **Défense des libertés démocratiques et des acquis de la laïcité !** Abrogation des lois liberticides et sécuritaires ! Destruction des fichiers policiers contre les militants ! Contre toutes les discriminations, le racisme, le sexisme et l'homophobie, pour l'égalité des hommes et des femmes, des couples mariés et non mariés, hétérosexuels et homosexuels ! Défense de l'autonomie pédagogique des enseignants, de l'indépendance des chercheurs, de tous les acquis de l'enseignement et de la recherche publics !

• **Protection de l'environnement : défense et extension de la réglementation existante concernant les entreprises polluantes ou potentiellement dangereuses !** Pour que les moyens effectifs de son application soient donnés (notamment la formation et le recrutement d'inspecteurs, protégés par un statut contre les pressions du patronat, et responsables devant la population) ; pour la renationalisation sans indemnités ni rachat, sous contrôle des travailleurs, des entreprises d'énergie privatisées ; pour un programme de remplacement progressif des énergies actuelles par des énergies moins polluantes ; pour que les groupes capitalistes qui polluent paient pour la réparation des dommages qu'ils ont causés.

Pour l'auto-organisation des travailleurs et le front unique de leurs organisations

Seule une lutte de classe puissante et déterminée, interprofessionnelle et à l'échelle nationale, permettra d'avancer dans la satisfaction de ces revendications. Cela suppose la mise en œuvre des principes et méthodes à la fois démocratiques et efficaces, tels que nous les héritons de l'histoire du mouvement ouvrier depuis ses débuts, de ses expériences victorieuses comme de ses défaites.

Pour gagner sur les revendications et, au-delà, pour permettre aux travailleurs de faire l'expérience de leurs propres forces, des méthodes de lutte et d'organisation nécessaires pour briser à la racine le système capitaliste, le NPA soutient et préconise en toutes circonstances l'auto-organisation des travailleurs en lutte : parce que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », toute lutte des travailleurs doit être contrôlée par eux d'un bout à l'autre. Cela implique notamment de déjouer les manœuvres des bureaucrates de tout poil, de réunir dès que possible des Assemblées générales, des comités d'action ou de grève, leur fédération aux niveaux local, régional et national, avec des délégués élus, mandatés et révocables. À cette auto-organisation participent naturellement les militants syndicaux et les syndicats qui soutiennent la lutte.

En ce qui concerne les moyens d'action, l'expérience des journées d'action dispersées et sans lendemain, cloisonnées secteur par secteur, a montré ces dernières années qu'elles conduisent chaque fois les travailleurs à la défaite. Cette tactique est choisie par les directions syndicales pour appuyer leur politique de collaboration de classe ou pour faire semblant de répondre à la pression des travailleurs, tout en les envoyant en fait dans le mur. Le NPA lui oppose l'arme de la grève comme la plus efficace. Les manifestations sont utiles aussi, mais à condition de servir de points d'appui à une mobilisation pour la grève, ou pour gagner le soutien de la population à celle-ci. En cas de mouvement national dans un secteur, le combat pour une manifestation nationale permet de centraliser politiquement la lutte, à condition là encore d'être connectée à l'objectif de la grève nationale, sans s'y substituer. Une grève n'est vraiment efficace que si elle est déterminée : c'est pourquoi la reconduction de la grève, quand les conditions en sont réunies, est un objectif central, de même que les piquets de grève visant à bloquer l'entreprise ou l'établissement.

Le combat pour l'unification des luttes est constant : les luttes isolées s'affaiblissent rapidement, et c'est pour cela que les directions syndicales refusent et redoutent toute tentative d'unification. Au contraire, le NPA combat constamment pour la convergence des luttes, en mettant en avant l'objectif de la grève interprofessionnelle, vers la grève générale, seule capable d'imposer un recul significatif du patronat et du gouvernement, voire de faire tomber le gouvernement en cas de crise politique. C'est avec de telles victoires partielles que les travailleurs se convaincront qu'il est possible et nécessaire de changer le rapport de forces avec la bourgeoisie, de sortir de la période des reculs et des défaites et de passer à l'offensive de classe avec l'objectif de leur propre gouvernement et de la révolution.

Les syndicats n'appartiennent pas aux bureaucrates qui les dirigent : ce sont le patrimoine et l'outil de défense élémentaire de la classe ouvrière. C'est pourquoi ils jouent un rôle indispensable dans les luttes et des centaines de milliers de travailleurs suivent les appels des dirigeants syndicaux en leur faisant encore plus ou moins confiance. Cela justifie que, dans les luttes, le NPA et ses militants aident les syndiqués et les autres à interpeller les directions syndicales, à faire pression sur elles pour qu'elles soutiennent la lutte, y participent et fassent converger les luttes. Il ne s'agit pas de semer des illusions à l'égard des directions syndicales, puisque la politique de celles-ci est en même temps constamment dénoncée sur la base des faits ; mais il s'agit de faire vivre les syndicats, de leur faire remplir leur rôle malgré la politique de leurs

dirigeants, car aucune lutte d'une certaine ampleur ne peut gagner aujourd'hui sans l'implication des syndicats.

Pour un courant lutte de classe unifié dans les syndicats

Le NPA incite tous ses militants salariés, actifs et retraités, à s'investir activement dans les syndicats du mouvement ouvrier, en privilégiant ceux qui sont les plus importants, c'est-à-dire avant tout la CGT, la FSU dans l'enseignement, parfois Solidaires ou FO. Sans attendre les luttes, ils incitent les travailleurs à se syndiquer pour se défendre, apprendre les méthodes de la lutte de classe, développer leur conscience de classe. Ils veillent au fonctionnement démocratique des syndicats (notamment par la réunion régulière des adhérents, l'élection et le contrôle des responsables, permanents et déchargés à tous les niveaux). Ils prennent eux-mêmes des responsabilités non par des accords secrets avec les bureaucrates, mais uniquement s'ils peuvent être élus par les syndiqués sur la base de leurs positions de classe ouvertement défendues.

Les syndicalistes membres du NPA se regroupent et œuvrent au regroupement avec les autres militants syndicaux lutte de classe dans un courant lutte de classe unifié dans les syndicats, délimité par la défense et la promotion des principes du syndicalisme de classe et de masse. En effet, face aux bureaucraties syndicales organisées et organiquement liées au capitalisme, voire à l'État, il s'agit de mener un combat déterminé contre l'idéologie et la pratique de collaboration de classe, de montrer aux syndiqués et aux autres travailleurs que celles-ci ne défendent pas leurs intérêts comme elles le prétendent, mais se livrent à une collaboration de classe permanente avec le patronat et le gouvernement et trahissent leurs luttes. De ce point de vue, le NPA se réjouit des pas en avant récents pour le regroupement des militants syndicaux lutte de classe, des Forums syndicaux pour un syndicalisme de classe et de masse jusqu'à la constitution, à l'issue du meeting du 29 novembre qui a rassemblé 250 militants, d'un Comité national de militants oppositionnels de la CGT. Il faut maintenant construire ce regroupement, avancer vers la fusion avec les autres regroupements existants (collectif des signataires des la « Lettre ouverte aux états-majors syndicaux », CILCA, Continuer la CGT, Où va la CGT...), aller vers un courant intersyndical et en faire une véritable force agissante contre la collaboration de classe dans les syndicats, avec des réunions régulières, des meetings massifs partout en France, un journal, des communiqués et des tacts...

Le NPA incite également ses militants étudiants et lycéens à développer ou créer des syndicats de lutte liés par leurs principes et leurs méthodes au syndicalisme salarié. Chez les étudiants, il considère que, à l'heure où l'UNEF, dirigée par le PS, est devenue largement une coquille vide, c'est une perte de temps d'y rester et de mener le combat contre les jeunes bureaucrates, futurs cadres et dirigeants du PS. Il faut au contraire œuvrer à la reconstruction du syndicalisme étudiant, en participant dans l'immédiat au processus de fusion entre SUD-Étudiant, la FSE et les structures syndicales ou de lutte existant localement. Cette dynamique permettra de rassembler des milliers d'étudiants dans une organisation commune, reconnaissant le droit de tendance, de marginaliser l'UNEF et d'aider à la construction d'un syndicat lycéen analogue et lié au syndicat étudiant.

La participation à certaines élections n'est qu'un moyen de faire connaître aux travailleurs le programme et les propositions du NPA

Le NPA est un parti de lutte de classe dont l'objectif est le renversement du capitalisme et de l'État bourgeois. C'est pourquoi il explique inlassablement aux travailleurs qu'il n'y a aucune solution réelle aux maux qui les accablent dans le cadre du système. En particulier, s'il considère que la république démocratique est la meilleure forme politique pour mener la lutte de classe, il combat les illusions semées par la « démocratie » bourgeoise, selon lesquelles on pourrait changer la vie par les élections. Le NPA oppose à cette idéologie les leçons de l'histoire : seule la lutte de classe la plus déterminée permet d'arracher au gouvernement et au Parlement de la bourgeoisie quelques acquis limitant l'exploitation et l'oppression. S'il est à l'avant-garde du combat contre toutes les régressions démocratiques et dénonce les atteintes les plus criantes à la démocratie (lois liberticides, scrutin uninominal, présidentialisme, Sénat et autres dispositifs institutionnels réactionnaires de la Ve République et de l'Union européenne...), ce n'est pas pour faire croire qu'une véritable démocratie serait possible, avec quelques réformes, dans le cadre du

capitalisme ; mais c'est parce que ces mesures anti-démocratiques entravent la lutte de classe et sont de nouvelles preuves qu'une véritable démocratie est impossible dans le cadre de l'État des capitalistes.

Dans ce cadre programmatique, la présentation de candidats NPA aux élections organisées par l'État bourgeois ou dans le cadre de l'Union européenne bourgeoise est une question purement tactique. Dans certains cas, par exemple en cas de grève générale comme en mai-juin 1968, en cas de boycott spontané massif des électeurs ouvriers ou si le parti se trouve avoir des campagnes plus importantes à mener en raison d'une lutte de classe intensifiée, il ne faut pas participer aux élections. Dans d'autres cas, il faut y participer pour faire connaître aux millions d'électeurs de la classe ouvrière et de la jeunesse le programme du parti, pour se servir des élections comme d'une tribune.

De la même façon, les élus du NPA utilisent leur poste uniquement pour mettre en évidence de façon concrète les tares du système, pour dénoncer publiquement la politique du gouvernement et de ses prétendus opposants parlementaires et pour relayer les exigences des travailleurs en lutte quand il s'agit d'obtenir une loi favorable ou d'abroger une loi défavorable à la classe ouvrière. Bien évidemment, le NPA ne saurait envisager une alliance parlementaire avec des forces qui ne seraient pas anticapitalistes — quand bien même elles se réclameraient de l'anti-libéralisme.

Enfin, l'indépendance de classe du NPA est radicalement incompatible avec la participation ou le soutien à un gouvernement bourgeois. Le NPA ne saurait participer qu'à un gouvernement des travailleurs, qui suppose une situation révolutionnaire, ou éventuellement à un gouvernement transitoire d'organisations ouvrières qui s'appuierait sur la mobilisation des travailleurs et mettrait en œuvre immédiatement un programme d'expropriation des grands groupes capitalistes, ouvrant une situation révolutionnaire.

Pour l'internationalisme ouvrier et anti-impérialiste

Le NPA inscrit son activité quotidienne dans une perspective qui, à l'époque du capitalisme impérialiste et plus encore de la phase actuelle de la « mondialisation », ne saurait être que profondément internationaliste. Il s'efforce constamment de proposer une analyse de la situation internationale, sans laquelle il n'est pas possible de comprendre les situations nationales. Il relaie des informations sur les luttes de classe importantes des autres pays, en essayant d'en tirer des leçons d'expérience. Il combat les illusions suscitées par les idéologies tiers-mondistes et les nationalistes bourgeois faisant croire que d'autres choix que le socialisme seraient possibles, ou que le socialisme serait une étatisation de quelques grands moyens de production sous la coupe d'un quelconque Bonaparte. En particulier, ils combattent la subordination de la classe ouvrière et de ses organisations à des bourgeois nationalistes comme Chavez au Venezuela ou Morales en Bolivie, ils dénoncent leur programme politique, tout en se tenant à l'avant-garde de la défense des nations dominées contre les attaques de l'impérialisme (agressions militaires, embargos, putschs contre des présidents élus...).

Le NPA met au centre de son combat internationaliste la dénonciation des États bourgeois, à commencer par l'État français qui, dirigé par des gouvernements de droite ou de gauche, envoie son armée « maintenir l'ordre » impérialiste et néo-colonial en Afghanistan, au Liban, en Afrique, etc., participe au pillage des pays dominés par le système de la prétendue « dette » et soutient activement les grandes entreprises françaises qui pillent ces pays et surexploitent leurs populations, notamment en Afrique, avec le soutien de « la France » aux pires dictatures. Dans tout conflit entre une puissance impérialiste et un peuple opprimé, le NPA se place du côté de celui-ci et pour la défaite de l'impérialisme, tout en critiquant le cas échéant le programme politique des dirigeants de la résistance anti-impérialiste.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES SOUMISE À LA DISCUSSION ET AU VOTE DU CONGRÈS EN ALTERNATIVE À CELLE DU CAN

Comme la précédente, cette proposition de résolution est d'une part l'un des textes qui constituent la base du projet pour une Tendance du NPA défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation. D'autre part, elle est soumise à la discussion et au vote des AG et du congrès en alternative à la résolution sur les européennes proposée par le CAN : elle peut donc être votée par des camarades qui en partagent l'orientation générale sans rejoindre nécessairement le projet de Tendance.

Pour les États-Unis socialistes d'Europe

L'Europe des travailleurs et des peuples, une Europe véritablement démocratique, n'est pas envisageable si elle n'est pas réellement anticapitaliste. Il n'est pas possible de réformer l'Union européenne telle qu'elle existe : en effet, l'UE n'est rien d'autre qu'un ensemble d'institutions étatiques supranationales mises en place et dominées par les principales bourgeoisies d'Europe, au service de leurs propres intérêts.

Dès lors, plutôt que d'opposer une « Europe sociale » à l'« Europe libérale », c'est le projet d'une Europe socialiste qu'il faut opposer à l'UE capitaliste. Il s'agit donc de se prononcer clairement pour l'abrogation de tous les traités et accords régissant cette Europe capitaliste, Lisbonne, Barcelone, les accords Schengen mais aussi les traités fondateurs de Rome, Maastricht et Nice. L'abrogation de ces traités doit être exigée de façon centrale, pour montrer qu'il s'agit de rompre totalement avec l'UE, puis de la renverser et de la détruire, de la même façon qu'il s'agit de renverser et de détruire les États bourgeois nationaux.

Dans cette perspective, nous récusons le mot d'ordre d'« Assemblée constituante européenne » : il laisse croire en effet qu'on pourrait accepter le cadre même de l'UE au lieu de le détruire par la révolution — de la même façon qu'une Assemblée constituante nationale sert à changer un régime (passage par exemple de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle, de celle-ci à la république, de la III^e à la IV^e République, etc.), non à détruire un État (en France, l'État bourgeois s'est maintenu et même renforcé sous ses régimes successifs du XVI^e siècle à la V^e République !).

Dans ce cadre, la participation électorale ne saurait constituer pour le NPA une tâche prioritaire. Elle ne peut servir que de moyen de diffusion du programme anticapitaliste, de tribune pour défendre auprès des travailleurs et des jeunes une perspective révolutionnaire. De même et en aucun cas, le NPA ne saurait envisager, à la suite de ces élections, une alliance parlementaire avec des forces qui ne seraient pas anticapitalistes — quand bien même elles se réclameraient de l'anti-libéralisme. La participation du NPA aux prochaines élections européennes ne peut représenter qu'une tactique, utile, pour faire connaître nos idées et propositions. Leur axe central est bien la destruction de l'UE capitaliste et l'édification des États-Unis socialistes d'Europe, seuls capables d'unifier réellement l'Europe, dans l'intérêt des travailleurs.

Lettre au CAN (7 janvier) des militants du NPA pour une Tendance défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation au sujet de la non-publication des textes pour une telle tendance dans le BI du congrès

Chers camarades,

Nous avons lu avec attention le texte publié dans le BD n° 1 intitulé « *Prise de position du CAN à propos des contributions émanant notamment du groupe CRI* ». Le secrétariat du CAN y explique les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas publier les textes constitutifs de notre projet de Tendance, c'est-à-dire ni notre déclaration de tendance, ni son résumé en 6 000 signes, ni son résumé en 3 000 signes, ni le projet de résolution sociale et politique générale alternatif au texte du CAN, ni celui de résolution sur les élections européennes, bien que les groupes de travail « principes fondateurs » et « statuts » aient quant à eux publié une partie de nos amendements.

Nous sommes surpris que le secrétariat du CAN, supposé être une instance d'exécution des décisions du CAN, ait pu, lors du maquettage des bulletins intérieurs et bulletins de discussion, *prendre l'initiative politique* de ne pas publier ces textes. Nous n'avons d'ailleurs pas bien compris comment cette décision adoptée par le secrétariat le 22/12/08 a pu être « *confirmée par le CAN* » qui, à notre connaissance, ne s'est pas réuni entre le 22/12/08 et la date d'envoi des BI et BD par courrier électronique le 26/12/08.

Quant aux motifs de cette décision, ils nous semblent largement infondés.

Tout d'abord, la simple affirmation que la mise au point du secrétariat concernerait « *des contributions émanant notamment du Groupe CRI* » donne une vision déformée de la réalité. Il est même question un peu plus loin purement et simplement de « *l'envoi du CRI* » ou encore « *des textes du CRI* », ce qui n'est pas conforme à la réalité. En effet, aucun des textes en question n'émane du Groupe CRI.

Certains sont les textes mêmes pour la Tendance défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation, qui regroupe à égalité des militants d'horizons divers, du Groupe CRI, de la LCR, des jeunes venus à la politique grâce au NPA, etc. De même les contributions individuelles auxquelles il est fait référence n'ont pas été « *adressées par des membres du CRI* », comme vous l'écrivez à tort, mais signées par des militants pour la Tendance, dont plus de la moitié ne sont pas militants du Groupe CRI. Enfin, nous ne comprenons pas comment vous pouvez attribuer au Groupe CRI le texte du comité de Rouen Mont-Saint-Aignan qui regroupe une dizaine de militants, dont une seule du Groupe CRI ! Si ce texte exprime des positions ouvertement révolutionnaires, c'est là l'expression particulière du fait qu'il y a fort heureusement dans le NPA bien plus de militants qui se reconnaissent dans de telles positions révolutionnaires que de militants du Groupe CRI.

Le secrétariat avance trois arguments pour justifier sa décision de ne pas publier les textes en vue d'une telle tendance.

1) Il écrit premièrement qu'« *étant donné qu'il avait été établi très clairement, dès le début, que tous les textes ou amendements soumis au vote, y compris ceux portés par un ou plusieurs camarades individuellement et non par un comité ou une commission, devaient, pour être pris en compte, être transmis par un comité ou une commission ; que par conséquent l'envoi du CRI n'entre pas dans le cadre des règles communes que nous nous sommes fixées* ».

En premier lieu, une telle règle n'est clairement et explicitement formulée ni dans le texte adressé par le CAN aux comités pour la préparation du congrès intitulé « *Propositions d'organisation pour le congrès de fondation* », ni dans les précisions apportées dans le texte « *Avant le compte rendu du CAN : Quelques informations urgentes pour la préparation du congrès* ».

En second lieu, les militants du NPA se reconnaissant dans le projet d'une tendance ont bien sûr communiqué les projets de texte de la tendance à leur comité respectif.

Enfin, cette règle peu claire serait de toute façon en contradiction avec le projet de statuts du NPA. S'il s'agissait de mettre comme condition à la publication des textes d'une tendance qu'ils soient approuvés par la majorité d'au moins un comité, une telle règle serait manifestement contradictoire avec le droit de tendance et de fraction reconnu explicitement dans le projet de statuts soumis par le CAN au congrès de fondation du NPA.

2) Le secrétariat avance, deuxièmement, que les textes en question étaient « *déjà publics avant même de nous avoir été adressés, consultables sur le site Internet de sa "tendance révolutionnaire" (<http://tendancerevonpa.googlepages.com>) et circulant largement à l'initiative de militants du CRI sur divers forums et blogs* ».

Il n'y avait aucune règle spécifiant que les militants du NPA n'auraient pas le droit de faire circuler leurs textes au sein du NPA et dans le milieu des militants intéressés par l'initiative du NPA. Cela était nécessaire en l'absence de procédure pour pouvoir adresser ces textes à l'ensemble des militants du NPA, comme cela avait été le cas des contributions d'organisations participant au processus (telles la Fraction l'Étincelle de LO, la Gauche Révolutionnaire, etc.) ou de groupes de militants. Cela n'a bien sûr permis qu'à un nombre limité de participants au processus d'en prendre connaissance. Pour toutes ces raisons, cela ne peut fournir un motif valable pour en refuser la publication dans les bulletins spécialement destinés à la préparation du congrès de fondation, sauf à décider de priver les militants des comités de certaines contributions.

3) Le secrétariat invoque, enfin, des raisons relatives à la longueur des textes.

En effet, notre déclaration de tendance originale fait 27 000 signes. Mais, précisément soucieux de respecter les règles collectivement définies, nous avons envoyé également deux résumés de cette demande, l'un en 6 000 signes (contribution collective signée par six militants) et l'autre en 3 000 signes (signé par deux autres militants). Il n'y avait donc aucun obstacle de longueur à la publication de ces textes.

Le projet de résolution politique et sociale générale alternatif que nous proposons fait à très peu de choses près la même taille que le projet du CAN, soit un peu plus de 33 000 signes. Cependant, dans ce cas, les règles générales de longueur ne peuvent pas être invoquées, car les règles particulières prises pour la rédaction d'un bulletin préparatoire au congrès ne peuvent pas contredire le principe général du droit de tendance et de fraction. Or un tel droit n'est effectif que s'il est possible de présenter un ou des textes alternatifs à ceux de la direction du parti. Au demeurant, étant donnée la taille des caractères du BI, cela ne représente que deux pages environ.

Quant à notre projet de résolution alternative sur les élections européennes, il est très court : 2 600 signes (contre plus de 11 000 à celui du CAN). Il n'y avait vraiment aucune raison de ne pas le publier !

Certes, il est désormais trop tard pour revoir les BI et BD imprimés. En revanche, il est toujours possible d'adresser sous forme électronique notre déclaration de tendance, les projets alternatifs de résolution politique et sociale générale et de résolution sur les élections européennes à tous les comités NPA et d'appeler à les soumettre systématiquement au vote lors des réunions de

préparation du congrès, comme un droit de tendance et de fraction effectif l'implique du point de vue de la démocratie ouvrière. C'est ce que nous vous demandons de bien vouloir faire.

Salutations révolutionnaires,

A. (militant LCR, comité NPA Université Rouen Madrillet, 76), A. (comité Université Paris-VII), Fl. (militante Socialismo o barbarie, comité Montreuil, 93), J. (militante LCR, comité Massy, 91), L. (militante CRI, comité Université Rouen Mont-saint-Aignan, 76), Ma. (militante LCR, comité Libourne, 33), St. (militant CRI, comité Paris 11^e), S. (militant CRI, comité Évry, 91), pour les militants du NPA pour une Tendance défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation.

[Lettre restée sans réponse]

POURQUOI VOTER LA PROPOSITION DE RÉSOLUTION GÉNÉRALE DES SIGNATAIRES DU PROJET DE TENDANCE RÉVOLUTIONNAIRE, ALTERNATIVE À CELLE DU CAN ?

***1) Parce qu'elle propose une orientation bien plus claire et efficace :
après le succès du 29 janvier, vers la grève générale !***

Le 29 janvier, à l'appel des confédérations, la classe ouvrière a réalisé une démonstration de force pour exprimer son refus de payer la crise du capitalisme. Les taux de grévistes et les 2,5 millions de manifestants font de cette journée une des plus puissantes des dernières années, plus importante que celles de l'automne 2007, comparable à celles de 1995, 2003 et 2006. En outre, la proportion des travailleurs du privé a été significative, car ils sont les premiers frappés par l'avalanche des licenciements due à la récession.

Cependant, les directions syndicales avaient conçu cette journée comme un simple moment d'exutoire pour la colère encore sourde des salariés : elles ont voulu la canaliser dans le cadre du système pour prévenir tout débordement. Car elles savent que les conditions d'une explosion sociale s'accumulent et finiront par provoquer tôt ou tard une situation bien plus difficile à contrôler. Le cadre même de la « journée d'action » du 29 janvier était celui d'un pare-feu : au-delà de formules indignées sur les conséquences de la crise pour les salariés et de quelques revendications élémentaires, il s'agissait surtout d'accepter le capitalisme tout en faisant appel à la « responsabilité de l'État et de l'Union européenne », car les « *seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes* » (Déclaration des 8 confédérations, 05/01). Dès lors,

- les bureaucraties syndicales acceptent expressément la mise au « chômage technique » de centaines de milliers de travailleurs, en y voyant une « mesure de sauvegarde de l'emploi », tout en demandant des négociations pour en « améliorer l'indemnisation » et utiliser ces périodes pour la formation des salariés.
- Elles se prononcent expressément pour les aides publiques aux capitalistes dans ces conditions ou sous réserve d'autres « contreparties » pour les salariés.
- Elles conçoivent l'amélioration de la formation et la « réduction » (non l'interdiction !) de la précarité comme moyens d'assurer la « performance » de « toutes les entreprises ».
- Elles acceptent les « allègements de cotisations sociales », par lesquelles l'État organise pourtant le pillage de la Sécurité sociale depuis des années, si elles sont « conditionnées à la conclusion d'accords salariaux ».
- Elles proposent à l'État et à l'UE des mesures de type keynésien pour un « plan de relance économique », bref pour aider la bourgeoisie à sortir le capitalisme de la crise en prétendant limiter les dégâts pour les salariés !
- Pour cela, elles offrent une nouvelle fois leurs bons et loyaux services par un « dialogue social sur tous les projets et propositions de loi qui touchent à la réglementation du travail », c'est-à-dire en fait pour co-élaborer la politique de Sarkozy, sous prétexte de « mettre en œuvre des réformes porteuses de progrès social ».

C'est donc de façon logique que, pour appuyer cette orientation alter-capitaliste, les directions syndicales (tout comme, à quelques nuances près, le PS et le PCF) ont conçu la mobilisation du 29 janvier comme une journée d'action sans lendemain et sans autre perspective que d'aller « négocier » avec Sarkozy le 13 février. À cette politique consistant à soumettre les travailleurs au capitalisme, à l'État,

à l'Union européenne et à Sarkozy, il est nécessaire d'opposer **une orientation anti-capitaliste cohérente et conséquente, axée sur le refus des prétendues solutions réformistes à la crise, sur la clarté des revendications, sur l'auto-organisation et sur la perspective de la grève générale comme seule à même d'imposer la satisfaction des revendications les plus urgentes. Telle est la responsabilité du NPA.** C'est pourquoi les militants signataires du projet de Tendances défendant la révolution, le communisme et l'auto-organisation proposent l'adoption par le congrès d'une résolution générale alternative à celle, confuse et ambiguë, du CAN (cf. ci-dessus p. 15-18). Or la puissance du 29/01 justifie pleinement l'adoption de cette résolution alternative : comme en Guadeloupe, c'est le moment de se battre pour la grève générale !

2) Parce qu'elle permet de refuser la voie sans issue d'une alliance avec le PG de Mélenchon et le PCF, sur laquelle le CAN a commencé à nous mener

En revanche, l'orientation du CAN ne peut aboutir qu'à des impasses, telle que l'inacceptable « **Déclaration unitaire** » signée avec le PCF, le Parti de Gauche (PG) de Mélenchon et quelques autres. En effet, cette Déclaration n'est pas un point d'appui pour la lutte de classe immédiate, elle ne procède pas d'une démarche de front unique ouvrier utile à la mobilisation des travailleurs, mais n'est qu'un accord programmatique entre organisations, d'ailleurs à l'entier bénéfice du PG. Tout au contraire, le lancement du PG par Mélenchon, avec ses phrases aujourd'hui « radicales », vise à empêcher que le NPA ne devienne pour les travailleurs frappés par la crise un pôle de référence totalement indépendant du capital et de son État, un outil pour la puissante lutte de classe qui va se développer. On ne doit en aucun cas oublier que Mélenchon, d'ailleurs renégat du trotskysme, a été 30 ans membre du PS bulldozer contre les conquêtes sociales, qu'il a même été ministre de Chirac-Jospin ; chargé de l'enseignement professionnel, il a signé un accord avec l'UIMM (patronat de la métallurgie) pour lancer les Bac Pro 3 ans, aujourd'hui généralisés par Darcos. Et il n'a rien renié de tout cela : en 2007, il a soutenu dès le premier tour S. Royal, malgré son « oui » au TCE et son programme presque identique à celui de Sarkozy. Enfin, le modèle du PG, c'est *Die Linke*, qui participe sous la direction du SPD au gouvernement du Land de Berlin, lequel mène la même politique anti-ouvrière que le SPD allié à la CDU au niveau national.

Le « front de gauche » électoral pour les européennes rassemblant toutes les organisations à la gauche du PS, que propose Mélenchon, est un piège dans lequel nous ne devons pas tomber. Certes, pour séduire le NPA, ces gens-là veulent bien promettre que ce « front de gauche » interviendra aussi dans les luttes : c'est pourquoi la Déclaration unitaire, après avoir dénoncé les « plans de relance capitalistes » et la politique de Sarkozy, formule quelques revendications élémentaires et appelle à la « convergence des luttes ». Mais cela ne mange pas de pain, car **la Déclaration ne propose aucun plan d'action pour l'après-29 janvier, elle ne dénonce pas la politique des directions syndicales, elle n'exige pas leur rupture avec le gouvernement, elle ne fixe pas l'objectif de la grève générale, elle n'appelle pas les travailleurs à déborder le cadre des « journées d'action » sans lendemain, à ne compter que sur leur auto-organisation et sur leur lutte de classe ! En revanche, elle sème une intolérable confusion réformiste sur le programme politique alternatif à celui de Sarkozy.** Par exemple :

- Elle dit vouloir « s'attaquer aux profits et à la spéculation financière » pour « donner la priorité aux salaires et aux droits sociaux », mais c'est là une *politique keynésienne, donc altercapitaliste*, qui n'a rien à voir avec la « rupture avec le capitalisme » et la « transformation révolutionnaire de la société » que nous voulons.
- De plus, Mélenchon et ses amis, tout comme le PCF, n'ont pas d'autre perspective que les élections, comme ils l'ont clairement expliqué à la délégation du NPA lors de la rencontre entre les deux partis.
- Logiquement, alors que le NPA se bat pour « le CDI à temps complet comme unique contrat de travail », la Déclaration dit : « *Nous réaffirmons le principe du CDI comme référence du contrat de travail* », ce qui revient à accepter le travail précaire (CDD, intérim, etc.), développé par la droite comme la gauche au pouvoir.
- De même, alors que le NPA se bat pour l'« interdiction des licenciements » — ce qui ne sera en fait possible qu'avec un gouvernement des travailleurs, comme l'explique le projet de Tendances révolutionnaire —, la Déclaration unitaire se contente de demander un « droit de veto suspensif des salariés sur les licenciements »... Or suspendre n'est pas empêcher : cela revient à détourner les ouvriers du combat ici et maintenant pour bloquer les licenciements par la lutte de classe. D'ailleurs, dans son propre programme, le PG est explicite : il prône un « *contrôle administratif permettant d'interdire* » seulement « *les licenciements abusifs sans justification économique sérieuse* »... donc pas ceux qui résultent de la crise ! Il préconise logiquement des « *commissions régionales et départementales de l'emploi et du développement économique (employeurs, syndicats, élus et collectivités territoriales, préfecture)*, chargées d'examiner

les alternatives aux licenciements et aux délocalisations », comme si la classe ouvrière pouvait converger avec le patronat, sous l'égide de l'État bourgeois, pour trouver des solutions à la crise du capitalisme !

- De même, loin d'un programme d'expropriation, la Déclaration accepte le principe des aides publiques aux capitalistes, à condition qu'ils ne licencient pas — alors qu'il suffit d'un montage juridique pour camoufler les licenciements directs ou indirects et empêcher l'argent public (les patrons le font depuis des années !).
- De même encore, la Déclaration unitaire dit vouloir « *remettre en cause le pacte de stabilité et les directives européennes de privatisation (...), rompre avec les logiques financières développées par l'Union européenne et ses institutions, en particulier la Banque centrale européenne* », mais elle ne remet pas en cause le cadre même de l'Union européenne capitaliste et ses principaux traités fondateurs.

C'est pourquoi il n'est pas acceptable de poursuivre dans cette voie d'une alliance politique avec le PG et le PCF ouverte par le CAN ! Le congrès national de fondation doit récuser cette orientation. Le NPA doit défendre, dans sa presse et ses interventions comme dans les élections, son propre programme clairement anti-capitaliste, une alternative politique cohérente et conséquente en vue d'une vraie « rupture avec le capitalisme » et d'une vraie « transformation révolutionnaire de la société » — dont il convient de continuer à discuter entre nous le contenu exact. Une alliance électorale n'est acceptable à certaines conditions qu'avec des organisations françaises ou européennes clairement anti-capitalistes, comme par exemple LO si elle acceptait de hisser ce drapeau, contrairement à ce qu'elle a fait aux municipales en s'alliant avec le PS.

D'autre part, la construction d'un véritable front unique ouvrier est évidemment nécessaire, mais uniquement pour permettre la mobilisation immédiate des travailleurs contre Sarkozy et le patronat, pour aider la lutte de classe à se développer après le 29/01. C'est en ce sens que vont les motions adoptées par les AG interpro du Havre ou d'Auxerre le 29/01. **La base du front unique, ce sont les revendications claires et immédiates et des propositions nécessaires à la convergences des luttes, c'est-à-dire l'auto-organisation et le combat pour briser le carcan des journées d'actions sans lendemain, pour la grève générale.**

C'est pourquoi la meilleure décision que pourrait prendre le congrès du NPA serait l'adoption de la résolution générale proposée par les signataires du projet de Tendance révolutionnaire et son application concrète par la mise en place partout de **COMITÉS DE PRÉPARATION DE LA GRÈVE GÉNÉRALE**. De tels comités permettraient aux travailleurs syndiqués ou non de s'auto-organiser, de se saisir des enjeux politiques ouverts par la démonstration de force du 29 janvier, d'imposer la rupture des directions syndicales avec le gouvernement et d'avancer, par la discussion et l'action collectives, vers le débordement du cadre imposé par les directions syndicales et le PS, mais aussi par les réformistes électoralistes du PCF et du PG.

AU SOMMAIRE DE CETTE BROCHURE

- Adresse aux délégués du congrès national du NPA (p. 1)
- Déclaration pour une Tendance du NPA défendant la révolution, le communisme et l'auto-organisation (p. 2)
- Propositions d'*amendements au projet de principes fondateurs* (adoptés par au moins une AG électorale) (p. 7)
 - Propositions d'*amendements au projet de statuts* (adoptés par au moins une AG électorale) (p. 11)
- Proposition de *résolution générale sur la situation politique et sociale*, alternative à celle du CAN (p. 12)
 - Proposition de *résolution sur les élections européennes*, alternative à celle du CAN (p. 20)
- Lettre au CAN suite à la *non-publication des textes du projet de Tendance* dans le BI du congrès (p. 20)
- Pourquoi voter la proposition de résolution générale alternative des signataires du projet de tendance ?
 - *parce qu'elle propose une orientation beaucoup plus claire et efficace :*
après le succès du 29 janvier, vers la grève générale ! (p. 22)
 - *parce qu'elle permet de refuser la voie sans issue d'une alliance avec le PG et le PCF,*
sur laquelle le CAN a commencé à nous mener (p. 23)

Pour nous contacter : tendancerevonpa@free.fr ou 06 08 86 73 13